

Les Echos, no. 24074

France, vendredi 27 octobre 2023 506 mots, p. 2

Les instituts d'études économiques se verdissent

NATHALIE SILBERT

La question climatique mobilise le microcosme des instituts.

La transition écologique, désormais omniprésente dans le débat public, s'installe dans les instituts d'études économiques. **Dernière initiative en date, l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) a annoncé mercredi la création d'un département Economie et Environnement dirigé par l'économiste Anne Epaulard. « L'objectif est de quantifier les effets de la transition écologique et de réfléchir à la façon de rendre la plus harmonieuse. La question climatique va avoir des répercussions sur toutes les prévisions qu'il s'agisse de la croissance économique ou du marché du travail », explique l'experte qui a participé au rapport de Jean Pisani-Ferry et Selma Mahfouz sur « les incidences économiques de l'action sur le climat ». « C'est un projet que je portais depuis longtemps », confie de son côté le président de l'OFCE, Xavier Ragot, tout en soulignant que pour l'institution, « le sujet n'est pas nouveau ». « Depuis plus de dix ans, l'OFCE développe avec l'Ademe le modèle macroéconomique ThreeME, qui permet d'évaluer les émissions de CO2 et les consommations énergétiques secteur par secteur », rappelle-t-il.**

« Des sujets essentiels »

Ce modèle a été utilisé par Jean Pisani-Ferry et Selma Mahfouz pour leur rapport. La direction du Trésor s'y intéresse aussi pour réaliser ses propres évaluations. Un an après la création du Secrétariat général à la planification écologique (SGPE), la puissante administration de Bercy entend visiblement accélérer sur le sujet et vient pour cela de se doter d'une sous-direction dédiée à la question climatique avec à sa tête l'économiste Stéphane Sorbe, comme l'a révélé « Le Monde ». « *Ce sont des sujets essentiels, il y a beaucoup de questions économiques et financières posées par la transition écologique* », explique-t-il au quotidien.

Devant l'importance grandissante de la problématique, beaucoup de structures planchent déjà. En 2020, l'institut Rexecode a créé un pôle Energie-climat piloté par Raphaël Trotignon « *pour réfléchir à la façon d'atteindre les objectifs et trouver les meilleurs couples rendement-coût* », explique son directeur général Denis Ferrand.

Insee, Banque de France...

L'Insee est également mobilisé et investit sur plusieurs champs : « *croiser les statistiques économiques et environnementales avec notamment la publication de 'comptes nationaux augmentés', refondre nos outils de modélisation afin d'intégrer les enjeux climatiques et faire monter en puissance nos études écoenvironnementales* », indique Nicolas Carnot, directeur des études et synthèses économiques de l'Insee.

Au printemps, l'Institut des politiques publiques (IPP) a, lui aussi, constitué une équipe autour de Paul Dutronc-Postel, qui prépare deux rapports avec France Stratégie, un organisme rattaché à Matignon : l'un sur l'évaluation de la politique de décarbonation de l'industrie, l'autre sur l'évaluation du bonus-malus écologique et de la prime à la conversion. France Stratégie produit aussi « *de la méthodologie et des travaux prospectifs par exemple sur les emplois et les qualifications nécessaires pour mener à bien la transition et aider au pilotage des politiques publiques* ».

La Banque de France n'est pas en reste et travaille sur l'économie du climat et la façon de l'intégrer dans la politique monétaire, au sein du réseau mondial Network for Greening the Financial System (NGFS) composé de banquiers centraux et d'un superviseur.

Nathalie Silbert